



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 29 mars 2018**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je vous propose la candidature de Mademoiselle BODKIN pour procéder à l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Monsieur le Président

Le quorum est atteint et nous pouvons valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Avant d'aborder l'ordre du jour, je dois vous délivrer trois informations importantes.

Premièrement, c'est un sentiment que je vais partager avec vous. À mes yeux, les violences exercées à l'Université de Montpellier sont inacceptables. Le problème n'est pas celui d'en connaître les auteurs et les acteurs mais réside dans le fait que l'université doit demeurer un lieu de savoir, de transmission de la connaissance. En dehors de l'enceinte universitaire, je condamnerais de la même manière ces actes de violence. Toutefois, l'on peut comprendre les manifestations organisées par les étudiants au vu de quelques paragraphes inscrits dans les textes de loi proposés. En effet, certains intègrent une forme de sélection à l'université. Pour autant, rien n'excuse la violence, surtout dans le théâtre universitaire et dans le cadre des universités. Je condamne fermement toutes les violences commises envers les étudiants.

Deuxièmement, demain viendront nous rendre visite le Ministre Jacques MEZARD, accompagné du Secrétaire d'État, Monsieur DENORMANDIE. Tous deux sont délégués au logement. Monsieur MEZARD doit présenter le plan gouvernemental à Montpellier, « Logement d'abord », s'adressant aux plus fragilisés de nos concitoyens. Parmi les villes ayant candidaté, Montpellier a été choisie pour cette présentation et je l'en remercie. Demain matin, nous tiendrons une réunion de travail sur les aides au logement dans la Ville et dans la Métropole.

Monsieur DENORMANDIE souhaite visiter la ZAC du Caylus à Castelnau-le-Lez. Je trouve qu'il s'agit d'un très bon choix car ce quartier est une éco-cité. La Ville de Montpellier offre de nombreux éco-quartiers, parce qu'elle est innovante et qu'elle propose de nouveaux modes d'habitation et de nouvelles solutions. La Métropole est heureuse de recevoir le Ministre et son Secrétaire d'État.

Troisièmement, j'aimerais vous annoncer une bonne nouvelle. Nous avons fait l'objet d'un don de la part de la famille de notaires JONQUET, implantée à Montpellier depuis la fin du 17^e siècle. Je remercie les donateurs : le Professeur Olivier JONQUET, son frère Guilhem et sa sœur Odile. Au nom de leur père, Pierre JONQUET décédé, ils offrent les portraits du rédacteur en chef du *Petit Méridional*, Hippolyte Philippe Hyacinthe Pierre Paul POGGIOLI, et celui de son épouse. Ces portraits prendront place à la médiathèque Émile Zola. Je remercie Gilles GUDIN DE VALLERIN pour avoir assuré, sans tarder, la relation avec la famille JONQUET.

Vous n'êtes pas sans savoir que la médiathèque a numérisé tous les numéros du *Petit Méridional*. Bénéficiant à présent des portraits de son rédacteur en chef et de son épouse, la médiathèque est le dépositaire de la mémoire du *Petit Méridional* qui, je le rappelle, est l'ancêtre de *Midi Libre*.

Au nom du Conseil de Métropole, je remercie Olivier JONQUET et sa famille. Les remerciements auront lieu à l'hôtel de Ville de Montpellier car cette famille montpelliéraine est citoyenne d'honneur de la Ville.

APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Nous allons maintenant passer à l'ordre du jour. Il comporte 55 affaires.

Christophe COUR

L'affaire n°2 et l'affaire n°52 étant liées, l'affaire n°52 ne peut-elle pas être positionnée en troisième place dans l'ordre du jour ?

Monsieur le Président

Les sujets ne sont pas identiques. Les deux premières affaires sont en lien avec les questions financières.

Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention.

*À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).
S'est abstenu : M. Djamel BOUMAAZ*

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 22 FEVRIER 2018

Monsieur le Président

Avez-vous des observations à formuler sur la rédaction du procès-verbal du 22 février 2018 ? Pas de demandes d'intervention ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Un contre et une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal du 22 Février 2018 est adopté à l'unanimité des voix exprimées (1 contre, 1 abstention).

*A voté contre : Mme Audrey LLEDO
S'est abstenu : M. Djamel BOUMAAZ*

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Concernant les décisions, pas de demandes d'intervention ? Passons donc à la première affaire de l'ordre du jour.

AFFAIRE N°1 : FINANCES – TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2018 – ADOPTION

Messieurs Noël SEGURA, Hervé MARTIN sortent de séance.

Madame Marie-Hélène SANTARELLI sort de séance (le pouvoir de Madame Sonia KERANGUEVEN donné à Mme Marie-Hélène SANTARELLI est annulé).

Max LEVITA

Merci Monsieur le Président. Mes chers collègues, vous trouverez un projet de délibération remis sur table. Celui-ci a été modifié par rapport à celui que vous avez reçu. En effet, les bases nous ont été transmises hier après-midi par la Direction Générale des Finances Publiques. De fait, la nouvelle délibération, présentée ce soir, a été rédigée dans la matinée.

Le budget primitif prévoyait des recettes à hauteur de 260,3 millions d'euros, elles atteindront réellement 263,8 millions d'euros, soit une augmentation de 3,5 millions d'euros (en attente retour DF) par rapport à ce que nous avions prévu. La modification est donc à hauteur de 1,4 %. Notez qu'il n'existe pas de cagnotte : le budget présenté se borne à la limite des pourcentages imposés par le Gouvernement. Les 3,5 millions d'euros supplémentaires permettront d'améliorer notre épargne et d'investir d'avantage ou d'emprunter moins.

Pour la cinquième année, les taux sont inchangés par rapport à ceux de l'année dernière. Ceci constitue un exploit – je le dis parce que personne ne le dira – qui doit être porté au crédit, Monsieur le Président, des équipes de la Métropole. Celles-ci remplissent leurs devoirs avec le budget que nous votons.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LEVITA. Qui demande la parole ?

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues. Nous avons ici la preuve concrète, factuelle, que vous vous êtes précipités en créant la nouvelle taxe GEMAPI. Le produit attendu est supérieur aux estimations effectuées. En effet, la somme de 3,5 millions d'euros représente un résultat supérieur à ce que vous espériez lever avec cette nouvelle taxe. À mon sens, le budget présenté fait preuve de précipitation de votre part. C'est pourquoi je ne l'ai pas voté. 3,5 millions d'euros représentent plus de 5 ou 6 euros par habitant, soit 25 euros par famille. Il est nécessaire de le rappeler pour vous signifier, Monsieur LEVITA, qu'ici, l'incompétence, ce n'est pas forcément moi.

Max LEVITA

Alphonse ALLAIS disait que « *la meilleure prévision est celle du passé* ». Il est vrai que nous obtenons 3,5 millions d'euros supplémentaires par rapport au budget prévisionnel. Pour autant, les services de la Métropole n'ont pas budgété au hasard. Nos estimations sont au plus proches de ce qu'il était possible de prévoir. Quant à la GEMAPI, on répétera pour la 3 milliardième fois que cela vise des compétences nouvelles, ou en tout cas, un élargissement des compétences. Le Gouvernement, dans sa très grande sagesse, a permis de lever une taxe pour réaliser cette compétence, ce que nous avons fait. Dans ce cas, je préfère la vision de Pierre MENDES FRANCE à Alphonse ALLAIS : « *Gouverner, c'est prévoir* ».

Anne BRISSAUD

Mais cela se fait au détriment des Montpelliérains et des habitants de la Métropole. Vous prévoyez toujours de façon favorable pour votre budget et de façon défavorable pour le portefeuille des habitants de la Métropole. Vous avez décidé de lever une taxe supplémentaire : c'est la double peine pour les habitants. Non seulement le budget de la Métropole augmente - et sera dépensé autrement, je n'en doute pas - mais une taxe supplémentaire est appliquée. Vous assumez ce choix mais je ne le partage pas, et je ne l'aurais pas fait.

Monsieur le Président

Nous entendons vos propos et vous avez le droit d'avoir une opinion différente. Cependant, vous avez perdu les élections...

Anne BRISSAUD

On verra la prochaine fois.

Monsieur le Président

Vous devriez constituer un groupe au Conseil municipal de Montpellier, car vous êtes toute seule. Il faudrait que vous soyez trois.

Anne BRISSAUD

Qui m'y oblige ? J'ai été élue centriste sur une liste diverse, je ne vois pas pourquoi je créerais un groupe. Au nom de quoi j'y serais obligée ?

Monsieur le Président

Un groupe représente un poids plus important qu'une seule personne. Les gens diront que vous êtes isolée. Moi-même, j'ai entendu cette opinion pendant des années.

Anne BRISSAUD

Eh bien vous voyez, ce n'est donc pas toujours mauvais d'être isolé à certains moments.

Monsieur le Président

Lorsque le peuple est à nos côtés, nous ne sommes pas isolés.

Dans l'ordre, je donne la parole à Monsieur ROUILLEAULT et Monsieur MEUNIER.

Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président, chers collègues. Je n'ouvrirai pas à nouveau le débat sur la taxe GEMAPI, je souhaite attirer l'attention sur les bases, lesquelles sont très proches en effet du budget après rectification. La taxe d'habitation est une taxe proportionnellement plus importante pour la Métropole que pour nos communes. Au contraire de la taxe foncière, très importante pour les communes, est quasi nulle pour la Métropole. Le Président de la République a annoncé la suppression de la taxe d'habitation en 2020 pour 80 % des Français, voire pour l'ensemble des Français en 2022, selon plusieurs de ses proches. De fait, quelle ressource sera substituée à la taxe d'habitation ? Est-ce que cette ressource aura une certaine dynamique, nécessaire dans une agglomération comme la nôtre ? Je voudrais attirer la vigilance de l'exécutif sur cette question, à mes yeux très importante.

Cyril MEUNIER

Bonjour à tous. Monsieur le Président, si vous voulez faire naître des clivages au sein de cette assemblée, si vous souhaitez inciter Anne BRISSAUD à constituer un groupe, commencez tout d'abord par doter de moyens, notamment en matière de secrétariat, les groupes déjà constitués. Cela pourrait sûrement créer des vocations de création de groupes supplémentaire, ce qui vous satisfera sans doute. Vous serez heureux d'avoir politisé jusqu'au bout cette assemblée, laquelle avait fonctionné depuis 52 ans dans une entente cordiale, produisant un travail non partisan.

Monsieur le Président

Je me souviens pourtant de vos soirées avec Georges FRECHE.

Cyril MEUNIER

Le respect régnait et nous pouvions rigoler sans que cela ne nous empêche de travailler.

Monsieur le Président

Le pugilat n'a pas été loin d'arriver, à trois ou quatre reprises. Ce n'est pas le cas depuis ma présidence, reconnaissez-le.

Cyril MEUNIER

Les conseillers du Conseil de Métropole, en particulier dans les groupes d'opposition, sont sereins, calmes et respectueux de la démocratie.

Monsieur le Président

Vous refaites et réécrivez l'histoire en permanence.

Cyril MEUNIER

Je ne refais pas l'histoire, je l'ai vécue. Je reconnais le bon fonctionnement d'une assemblée, y compris celui des trois premières années de votre mandat. Il existait un respect entre tous, même entre ceux qui n'appartenaient pas à la majorité.

Monsieur le Président

Vous voulez vous positionner en candidat contre moi aux municipales ? Plusieurs maires m'ont rapporté vos propos tenus trois jours auparavant.

Cyril MEUNIER

Ils vous ont menti ! Je n'ai pas rencontré de maires depuis plusieurs jours. Je n'ai jamais dit que je voulais être candidat contre vous à la Ville de Montpellier.

Monsieur le Président

Souhaitez-vous répondre, Monsieur LEVITA ?

Max LEVITA

Il est bien évident que nous nous désintéressons totalement de la manière dont ces 70 millions d'euros sont dépensés. Nous cherchons les solutions les plus chères, les moins efficaces, les moins intelligentes. Que voulez-vous que je dise ?

Monsieur le Président

Je vous comprends.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? 3 contre. Une abstention.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 3 voix

Ont voté contre : Mme Anne BRISSAUD, M. Alex LARUE, Mme Audrey LLEDO.

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Djamel BOUMAAZ.

AFFAIRE N° 3 : HORS COMMISSION - PARTICIPATION AU SALON THE WEB CONFÉRENCE À LYON DU 23 AU 27 AVRIL 2018 – AUTORISATION

Monsieur le Président

Qui souhaite obtenir des explications particulières auprès de Madame MARION ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Djamel BOUMAAZ

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION - CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES OCCITANIE - MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - NOTIFICATION D'AVIS RELATIF À LA SAISINE DU GUSO (GUICHET UNIQUE DU SPECTACLE OCCASIONNEL) – INFORMATION

Monsieur le Président

Il s'agit d'une ancienne affaire portant sur une somme de 8 300 euros.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Djamel BOUMAAZ.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION - ACTUALISATION DES REPRÉSENTATIONS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – DÉSIGNATIONS

Monsieur le Président

Concernant la représentation de la Métropole à l'Agence de l'eau, je vous propose de remplacer Monsieur René REVOL par Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Concernant le festival « Montpellier Danse », je vous propose de remplacer Monsieur Michel MIAILLE, que je remercie de son excellent travail, par Monsieur Patrick MALAVIEILLE, vice-président du Conseil général du Gard, maire de La Grand-Combe, président du Pont-du-Gard et ancien président du Centre Chorégraphique National (CCN).

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, bonsoir à tous. Le groupe de Coopération Métropolitaine propose la

PRÉF 34
Rhône-Méditerranée

candidature de Monsieur René REVOL pour représenter la Métropole au sein du comité de bassin Rhône-Méditerranée de l'Agence de l'eau.

René REVOL

Je profite de cette délibération pour vous présenter le comité de bassin, représentant la gouvernance de l'eau en France. Les agences de l'eau sont gouvernées par des assemblées, composées pour un tiers de représentants du monde économique, social et associatif, pour un tiers de représentants de l'État, et pour un tiers de représentants des élus des collectivités et de parlementaires.

En 2014, il n'y a pas eu de délibération pour me désigner car l'Association des Maires de France (AMF), en raison d'un équilibre garantissant la meilleure représentation, m'a directement contacté pour me proposer de participer au comité de bassin. Cette proposition faisait écho à la responsabilité que vous m'aviez donnée en me nommant Vice-Président de la Métropole de Montpellier, chargé de l'eau et de l'assainissement. Pendant ces trois années, j'ai scrupuleusement participé à ces travaux. Je pense que vous pourriez dire, à mon sujet, que j'ai accompli un excellent travail, comme vous l'avez dit du travail de mes prédécesseurs. Il ne faut pas juger du travail d'une personne en fonction de son étiquette.

Monsieur le Président

Vous vous moquez du monde.

René REVOL

Je continue mon propos, calmement, en faisant appel à l'intelligence de tous, quelle que soit sa place dans cette assemblée.

Le comité de bassin est nommé par l'AMF. Le Préfet désigne sa composition. Il n'y a pas lieu de faire une délibération à ce sujet. Le règlement intérieur du comité de bassin ne prévoit que deux motifs d'exclusion :

- L'intéressé démissionne. Je précise que cette activité bénévole ne donne lieu à aucune indemnité.
- Lorsque le suffrage universel ne vous permet plus de siéger dans cette assemblée, votre place est renouvelée. Lors du dernier comité de bassin, sur proposition du président du comité, le sénateur Martial SADDIER, il a été proposé le renouvellement de mon poste. Malgré les nombreux appels que vous, et vos services, ont fait pour que j'en sois écarté - sans être au faite de ces agitations - j'ai été renouvelé. J'ai si bien travaillé pour Montpellier, que j'ai été également renouvelé dans le bureau, le comité des aides, et je présiderai également la commission géographique. Je poursuivrai ce travail, comme toujours, avec méthode et sérieux, au service de la totalité du bassin Rhône-Méditerranée. Les nappes phréatiques et les rivières n'ont pas eu l'intelligence d'obéir aux frontières politiques administratives.

C'est pourquoi je continuerai mon travail jusqu'à la fin du mandat, si je ne démissionne pas ou si le suffrage universel ne change pas la situation.

L'esprit de travail régnant dans les équipes liées aux thématiques de l'eau devrait être celui d'une assemblée métropolitaine. Il faudrait ne pas tenir compte des affiliations politiques de chacun et arriver à accomplir un travail commun. Notez que toutes les Métropoles ne sont pas représentées, comme celle de Marseille par exemple.

Mon voisin au comité travaille sur la Métropole de Nice. Il ne représente pas la Métropole de Nice, mais c'est à ce titre qu'il est là. Monsieur ESTROSI, qui préside la Métropole de Nice et qui n'est pas du tout dans mes orientations politiques, a été capable d'accepter d'être représenté par un communiste. Je m'étonne donc que vous soyez plus sectaire que Monsieur ESTROSI.

Monsieur le Président

Vous signalez dans votre discours que la délégation à l'Agence de l'eau est relative à la mission que je vous ai confiée : la vice-présidence de l'eau et la présidence de la régie publique de l'eau. Aujourd'hui, ces postes sont dévolus à Madame GALABRUN-BOULBES. Il est donc normal qu'elle siége au comité de bassin. Votre intervention apporte la réponse.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues. La particularité de la politique de l'eau en France est de constituer une thématique transversale. Elle mérite une connaissance des milieux aquatiques, de leur fonctionnement,

de leurs ressources et des politiques adjacentes, telles que l'agriculture ou l'aménagement par exemple. La structuration de l'organisation de la politique de l'eau en France nécessite de bien la connaître et bien la maîtriser. Il faut donc y travailler depuis de longues années avant de pouvoir accéder à un comité de bassin. Ce dernier permet notamment de rédiger un schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau mais aussi de valider des programmes d'action. Il s'agit d'intervenir sur le bassin, Rhône-Méditerranée notamment, afin de pouvoir donner des mesures et des orientations à la politique de l'eau et les transmettre aux différents acteurs (agriculteurs, collectivités, etc.)

Je crois que René REVOL, aujourd'hui, est peut-être une des seules personnes, dans cette assemblée, pas parce qu'il appartient au groupe de Coopération Métropolitaine, mais parce que je crois qu'il a toutes ces connaissances et cette transversalité, pour pouvoir au niveau du bassin donner des éléments précurseurs sur la politique de l'eau de demain, sur l'attention que l'on doit porter aux ressources, sur la gestion que l'on doit avoir de ces ressources et milieux aquatiques. Et donc, je crois que c'est une erreur d'envoyer une personne plus novice dans ce domaine-là. Monsieur REVOL apporterait une plus-value à notre collectivité, en représentant la Métropole au sein du comité de bassin.

Monsieur le Président

Vos propos sont extrêmement discriminants. Mettons-les sur le compte de l'émotion. Cela manque de tact.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Bonsoir à toutes et tous. Je rappelle que je travaillais au grand cycle de l'eau, avant de travailler à l'eau et à l'assainissement. Je ne dis pas avoir énormément de compétences mais vous me connaissez, je fournis un important travail dès lors qu'un dossier m'est confié.

René REVOL m'a fait confiance en me demandant de participer à la régie de l'eau avant d'en être présidente ou de suivre le Copil de MAERA dès son origine.

Dès le mois de juillet 2017, Monsieur René REVOL ici présent m'a dit : « *Je démissionne du comité de bassin, Jackie, pense à rédiger ton courrier le plus tôt possible car la procédure est longue* ». Je ne sais pas ce qui l'a fait changer d'avis. Cela est regrettable car depuis six mois, j'aurais déjà pu compléter ma « formation ». Je suis prête à remplir mes fonctions, du mieux que je le peux, dès lors que vous voterez pour ma candidature.

René REVOL

Je n'ai pas à juger le travail de Jackie GALABRUN-BOULBES. Nous travaillons ensemble.

Au mois de juillet 2017, je n'avais pas mesuré le fait que le comité de bassin ne fonctionne pas sur la base de représentations. Le comité de bassin ne s'intéresse pas aux problèmes politiques de la Métropole. Quand je suis arrivé au comité de bassin, j'ai expliqué la situation qui s'est produite à la Métropole : tout le monde m'a dit : « *mais on en a rien à faire ! Les micmacs politiques d'une Métropole, ça ne nous concerne pas. Tu as été désigné au début de la mandature, tu iras au bout de la mandature, sauf si tu tiens à démissionner.* ». Devant cette information, et au vu du travail accompli pendant trois ans, j'ai décidé de continuer.

Je suis certain d'être remplacé par quelqu'un qui apprendra le métier si je démissionne ou si le suffrage universel en décide autrement. Mais en l'occurrence, nommé par l'AMF, je ne peux pas être destitué de mes fonctions. C'est le Président qui m'a enlevé sa confiance et non le peuple.

Monsieur le Président

Vous ferez un recours. Vous en avez l'habitude. Je rappelle vos recours contre la gare, contre la GEMAPI et contre le vote des Vice-Présidents. Vous en ferez un quatrième, vous avez perdu les trois premiers.

René REVOL

Soyez prudent avec les recours. J'ai gagné contre Jacques-Olivier TEYSSIER et vous vous en êtes félicité. J'ai également gagné contre Le Lien.

Je n'ai aucun besoin de faire un recours contre cette délibération puisque, pour quitter le comité de bassin, je dois démissionner.

Monsieur le Président

Nous verrons bien.

Je vous propose de voter à main levée et de scinder en deux l'affaire.

Qui vote pour la candidature de René REVOL à l'Agence de l'eau ? 19 contre. Qui s'abstient ?

Madame GALABRUN-BOULBES est élue.

À l'issue d'un vote à main levée, Madame GALABRUN-BOULBES est élue à la majorité des voix exprimées
Pour : 69

Contre : 19 voix

Ont voté contre : M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michèle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, Mme Carole DONADA, M. Thierry DEWINTRE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Christine PANOS, M. Éric PASTOR, M. Thierry QUILLES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA

Concernant la candidature de Monsieur MALAVIEILLE à la présidence du festival « Montpellier Danse » : qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, Monsieur Patrick MALAVIEILLE est élu à l'unanimité des voix exprimées
Pour : 86

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N°6 : HORS COMMISSION - COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE - MODIFICATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est pour ? Contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N°7 : HORS COMMISSION - MISSION D'INFORMATION ET D'ÉVALUATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DE MUTUALISATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - ÉLECTION DES MEMBRES

Madame Marie-Hélène SANTARELLI entre en séance.

Monsieur le Président

Il s'agit de l'élection des membres de la mission d'information et d'évaluation sur la mise en œuvre du schéma de mutualisation. C'est la demande du groupe de Coopération Métropolitaine présidé par Madame TOUZARD. Cette élection se fait par scrutin de liste, au plus fort reste en fonction des suffrages pour la répartition des membres et, par vote secret.

Isabelle TOUZARD

Nous avons soumis à Monsieur le Directeur Général des Services, Christian FINA, la proposition de procéder autrement. Elle est restée sans réponse. Nous souhaitons composer cette mission en bonne entente, en faisant un panachage de représentants du groupe majoritaire, du groupe de Coopération Métropolitaine, mais aussi de conseillers hors groupe. A moins d'une liste émergeant pendant le Conseil, il n'y aura pas d'élus hors groupe.

Monsieur le Président

Il y avait un délai pour déposer les listes : aujourd'hui à midi. Deux listes seulement nous sont parvenues avant ce délai. Votre proposition de panachage tient d'une cuisine interne qui ne peut convenir.

Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, chers collègues. Les commissions d'enquêtes au Parlement sont constituées de représentants des différents groupes mais aussi de non-inscrits. Un certain nombre d'élus présents dans cette assemblée refuse la politisation extrême, engagée depuis quelques mois. Ils souhaitent travailler dans une bonne entente. Par exemple, sur les questions de l'eau, c'est à votre actif et à celui de René REVOL que la mise en place de la régie de l'eau reviendra. Nous regrettons fortement d'assister à ces problèmes internes. À

propos d'un sujet important comme la mutualisation, je souhaiterais qu'un élu non-inscrit puisse participer à cette commission. On aurait notamment pu voir un maire non-inscrit dans cette liste.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues. J'ai proposé, il y a quinze jours à Monsieur FINA, le nom de quatre personnes du groupe majoritaire, de quatre personnes du groupe minoritaire et de deux personnes des non-inscrits. Cette proposition permettait d'atteindre un équilibre dans les représentations afin de pouvoir notamment dialoguer sur le schéma de mutualisation avec vous et pour en construire ensemble l'évaluation. Je regrette n'avoir pas eu de réponse à ce sujet. Ceci indique que vous ne souhaitez pas engager la discussion avec nous. Vous souhaitez une Métropole apaisée mais je ne comprends plus, aujourd'hui, la ligne directrice dans laquelle vous vous orientez.

Monsieur le Président

Je vous remercie de prendre soin de ma santé mentale.

Nous passons au vote. La première liste proposée par le Président est composée des élus suivants :

- Monsieur Max LEVITA
- Madame Jackie GALABRUN-BOULBES
- Madame Régine ILLAIRE
- Monsieur Thierry BREYSSE
- Monsieur Abdi EL KANDOUSSI
- Monsieur Laurent JAOU
- Madame Sonia KERANGUEVEN
- Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER
- Madame Lorraine ACQUIER
- Madame Titina DASYLVA

Dans la deuxième liste que nous avons reçue, apporté par Monsieur RAYMOND, proposé par le groupe de Coopération Métropolitaine :

- Monsieur Pierre BONNAL
- Madame Catherine DARDE
- Madame Isabelle TOUZARD
- Monsieur Alex LARUE
- Monsieur Roger CAIZERGUES
- Madame Claire JABADO
- Monsieur Christophe COUR
- Madame Marie-Christine PANOS
- Monsieur Joël VERA
- Madame Michèle CASSAR

Madame BODKIN et Monsieur ABERT sont désignés scrutateurs.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret.

** 1er tour de scrutin :*

Présents (émargements) : 90

Votants : 90

Bulletins nuls : 2

Bulletins blancs : 7

Suffrages exprimés : 81

Sièges à pourvoir : 10 titulaires

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 8,1

Titulaires :

- Liste 1 : Voix obtenues : 60 - Attribution au quotient : 7 - Attribution au plus fort reste : 0
- Liste 2 : Voix obtenues : 21 - Attribution au quotient : 2 - Attribution au plus fort reste : 1

Sont élus comme membres titulaires :

- Monsieur Max LEVITA

- Madame Jackie GALABRUN-BOULBES
- Madame Régine ILLAIRE
- Monsieur Thierry BREYSSE
- Monsieur Abdi EL KANDOUSSI
- Monsieur Laurent JAOU
- Madame Sonia KERANGUEVEN
- Monsieur Pierre BONNAL
- Madame Catherine DARDE
- Madame Isabelle TOUZARD

AFFAIRE N° 8 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - CRÉATION DE LA ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ (ZAD) SUR LE SITE DU MÉJEAN AU BÉNÉFICE DE LA COMMUNE DE PÉROLS - AVIS SUR LA CRÉATION DE LA ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ

Madame Isabelle GUIRAUD, Messieurs Rabii YOUSSEF, Thierry DEWINTRE et Cyril MEUNIER sortent de séance (le pouvoir de Mme Carole DONADA donné à M. Cyril MEUNIER s'annule).

Monsieur le Président

Je donne la parole à Madame GIANIEL.

Isabelle GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues. Permettez-moi de partager avec vous mon enthousiasme pour cette délibération que je vais voter ce soir et que j'ai déjà votée en Conseil municipal de Pérols. Je suis également enthousiaste à l'idée de vous parler de la Commune de Pérols. Le secteur de Méjean, partie de ce projet de zone d'aménagement différé, constitue une zone naturelle remarquable. Celle-ci fait le lien entre le tissu pavillonnaire pérolais et l'étang du Méjean. Cette zone naturelle se compose de prairies lagunaires, de petits bois qui versent, en pente douce, vers l'étang de Palavas-les-Flots. Elle représente le poumon vert de la Commune, la seule zone naturelle hors étang et hors zone inondable où puissent cohabiter des activités pastorales, des centres équestres et des activités sportives de plein air.

Certains y voient la dernière poche possible d'urbanisation de la ville : avec ses 28 hectares, elle représente 5 % de la surface totale de la commune et 10 % de la surface déjà construite à Pérols. Elle est équivalente à celle du parc des expositions Aréna ou de la ZAC Fenouillet. La zone naturelle du Méjean représente le cœur d'un espace naturel emblématique à forte valeur environnementale et patrimoniale. Cet espace nous réinterroge collectivement au sujet de nos actions futures en matière d'emménagement pour notre territoire.

Le Méjean à Pérols est, et sera, un cas pratique dans l'application des futurs SCoT et PLUi de la Métropole. De plus, éloigné des transports en commun, il est situé à plus de deux kilomètres de la ligne 3 du tramway. Faudra-t-il l'ouvrir intégralement à l'urbanisation et sacrifier ce paysage, respiration dans la Ville de Pérols, sur l'autel de l'expansion urbaine ? Ou faudra-t-il le préserver, en partie, considérant qu'il constitue une grande richesse ? À Pérols, le propos est finalement moins l'extension urbaine, qui est terminée, que le renouvellement urbain et notre capacité à rénover, améliorer, densifier et reconstruire la ville sur elle-même. En outre, il s'agit d'y intégrer une véritable offre de logements sociaux et abordables. Tout cela, sans consommer toujours plus d'espaces.

La Ville de Pérols et le PLUi de la Métropole devront répondre, à l'avenir, à cette question. Personnellement, je souhaite que l'attention particulière effectuée aujourd'hui sur ce foncier remarquable, au travers de la création de la ZAD du Méjean, n'envoie pas le message, sinon erroné, du moins prématuré, que tout y serait à construire, à acheter ou spéculer dès à présent. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 8.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Djamel BOUMAAZ.

AFFAIRE N°9 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION DU NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER (QUARTIERS MOSSON ET CÉVENNES) - CONVENTION DE COFINANCEMENT MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ / CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - MISSIONS D'INGÉNIERIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur Djamel BOUMAAZ et Madame Audrey LLEDO sortent de séance.

Monsieur le Président

Je rappelle le cadre du protocole préfigurant le projet de renouvellement urbain sur les quartiers Mosson et Cévennes. Nous émergeons au titre de l'ANRU n°2 pour le quartier Mosson, et au titre de l'ANRU régional pour le quartier des Cévennes.

Qui est contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N°10 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE MONTPELLIER – APPROBATION

Monsieur Bernard TRAVIER sort de séance.

Monsieur Thierry DEWINTRE entre en séance.

Monsieur le Président

Il s'agit de modifier les emplacements réservés sur plusieurs quartiers, dont Cambacérès et Campus.

Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N°11 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) PORT MARIANNE RÉPUBLIQUE - DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE (DUP) - PROPOSITION DE MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE MONTPELLIER – AVIS

Monsieur Henri DE VERBIZIER sort de séance.

Madame Audrey LLEDO entre en séance.

Monsieur le Président

Je donne la parole à Madame Chantal MARION, et je ne prends pas part au vote.

Chantal MARION

Monsieur le Président, mes chers collègues. Il s'agit d'une déclaration d'utilité publique (DUP) qui a suivi une procédure normale. Une réunion s'est tenue le 27 septembre 2017, en présence des services de la préfecture, de la direction départementale des territoires et de la mer de la Ville de Montpellier, de la SA3M, et de la Chambre de Commerce et de l'Industrie. Suite aux échanges, les participants à cette réunion ont conclu à une absence d'observation et ont émis un avis favorable sans réserve.

De plus, sous l'égide de l'autorité environnementale, l'étude d'impact initiale en 2008 avait été satisfaisante. Toutefois, elle avait relevé certaines incohérences et demandé des informations complémentaires. La Ville de Montpellier a produit une note de réponses, qui a été jointe au document.

Suite à la réunion d'examen, le 22 décembre 2017, seulement sept personnes ont formulé des observations dans le registre de l'enquête publique ; elles ont reçu une réponse argumentée par la Ville de Montpellier.

Enfin, Monsieur le commissaire enquêteur a émis un avis favorable, sans réserve, quant à la demande de mise en compatibilité du PLU. Et le 2 février 2018, le Préfet a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Métropole de bien vouloir prendre acte du rapport et des conclusions de Monsieur le commissaire enquêteur, chargé de l'enquête publique et d'émettre un avis favorable quant au projet de mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier relatif au projet de la ZAC Port Marianne République.

Monsieur le Président

Merci Madame MARION. Je rappelle que la ZAC a pour architecte coordonnateur Monsieur Nicolas MICHELIN. Qui demande la parole ?

Christophe COUR

Pour mémoire, un ruisseau, la Lironde, ne traverse-t-il pas cette zone, qui est une zone inondable ? Dans le pays cévenol, un petit ruisseau, voire un oued, peut grandir très vite.

Monsieur le Président

Pour votre information, entre le Lez et la Lironde, existent des aménagements nommés la « *transparence Lez-Lironde* » appliqués à l'ensemble du quartier. Tous les terrains situés le long de l'autoroute sont inconstructibles et font partie de cette transparence.

Chantal Marion

Monsieur COUR, si vous savez bien lire, vous verrez qu'effectivement, il est inscrit dans la délibération que les représentants de l'État ont, en particulier, relevé une bonne prise en compte par le projet des servitudes relatives aux risques hydrauliques. Monsieur COUR, vous feriez mieux de lire vos notes au lieu de vous promener au 6^e étage avant le Conseil de Métropole.

Christophe COUR

Ma question portait simplement sur la présence d'une rivière dans cette zone. Par ailleurs en tant qu' élu, j'ai le droit de rendre visite à un Vice-Président, dont le bureau est situé au 6^e étage. Nous sommes à Montpellier et non à Moscou.

Monsieur le Président

Je réserve ma réponse à propos de Moscou pour le mois de juin.

Je mets aux voix l'affaire n°11. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N°12 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DU CRÈS - 4ÈME MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – APPROBATION

Monsieur Cyril MEUNIER entre en séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N°13 : • PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE SUSSARGUES - MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – APPROBATION

Monsieur Pascal KRZYZANSKI arrive en séance et annule le pouvoir donné à Mme Maud BODKIN.
Messieurs Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER et Madame Isabelle GUIRAUD entrent en séance.

Monsieur le Président
Qui demande la parole ?

Henri ROUILLEAULT

Je voterai évidemment cette délibération. Toutefois, je voudrais attirer l'attention sur un des objectifs annoncés. Il est ainsi rédigé : « *pallier intelligemment la suppression du COS par rapport aux besoins d'urbanisation de la commune* ». Ce sujet concernant toutes nos communes, je suggère donc que le prochain PLUi aborde les manières de palier la suppression du COS. La réflexion doit intégrer le contexte spécifique propre à nos 31 communes. À ce sujet, il est important d'utiliser des outils, tels que le coefficient d'emprise au sol, les périmètres d'étude, les coefficients de biodiversité ou d'imperméabilisation. C'est important que nous regardions cela avec la plus grande attention.

Monsieur le Président
Nous l'étudions en effet.

Je ressens un parfum d'élections municipales ce soir. Et ce n'est que le début ! On va se régaler, il y a plein de candidats. J'ai appris qu'un sondage IPSOS faisait tester un certain nombre de personnalité sur Montpellier. J'ai été surpris de la liste.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues. Mon intervention est liée au sujet du PLUi et des élections municipales. Je souhaite obtenir, ainsi que d'autres maires, une lecture claire du calendrier que vous nous avez présenté à la conférence des maires lundi dernier, notamment pour acter et voter le PLUi avant les municipales de 2020. En effet, j'espère que nous pourrons en débattre à nouveau avec les 31 maires afin que chacun se positionne sur le PLUi, avant l'échéance des municipales. Chacun doit prendre ses responsabilités face aux électeurs.

Monsieur le Président

Nous sommes d'accord pour accélérer la démarche mais certains délais sont incompressibles. Pour autant, d'ici une quinzaine de jours, nous serons en capacité, avec Monsieur DESPEY, de produire les aménagements du SCoT pour préserver les terres à fort potentiel dans les communes où manquaient des hectares pour l'agriculture et la viticulture. Ce sera le premier SCoT de France à être soutenu par la Chambre de l'agriculture. Tous les maires pourront se glorifier de la préservation des espaces dans leur campagne électorale. Ainsi, la Métropole peut arguer, à la fois, de densifier les espaces urbains et protéger les zones à fort potentiel.

Cyril MEUNIER

Nous nous féliciterons tous d'un accord avec la Chambre d'agriculture. Au nom des élus du groupe de Coopération Métropolitaine, je voudrais remercier pour leur excellent travail les services de l'urbanisme de la Métropole, accompagnés par les cabinets d'études extérieurs, sous la conduite d'Yves NURIT.

Pour avoir activement participé, comme tous les maires, aux réunions relatives au SCoT, puis à celles du PLUi, je peux confirmer que nous possédons une vision très claire de ces dossiers. L'exposé de Monsieur LEVITA a montré que nous bénéficions de sommes supplémentaires au budget général de la Métropole. Ainsi, le groupe de Coopération Métropolitaine et la vingtaine de signataires du communiqué de presse publié hier, proposent d'attribuer davantage de moyens à destination d'Yves NURIT et de ses équipes, en particulier en matière d'expertises extérieures. De plus, si nous mettons en commun nos compétences à ce sujet, il est possible de produire le PLUi dans les règles, de le discuter et de le voter.

Aujourd'hui, nous fonctionnons sur la base de PLUi et de SCoT datant environ de la période 2006-2008. Ces PLU portent sur des zones complexes, liées à des risques d'incendie ou liées à l'hydraulique. Notons également à ce sujet, que la loi Littoral a considérablement évolué, et impacté, en particulier les Communes

de Villeneuve-lès-Maguelone, de Lattes et de Pérols. Ces PLUi et SCoT, aujourd'hui obsolètes, ne répondent pas aux jurisprudences établies depuis 13 ans.

En outre, nous assistons à une raréfaction des terrains, impliquant une hausse importante des prix. À cet endroit, je remercie Christophe PEREZ, directeur général de la SERM et de la SAAM [SA3M], de tenir des positions fortes face aux promoteurs permettant de les réguler. Tous ces facteurs provoquent des recours politiques dangereux contre les élus que nous sommes ou des recours proposant des gratifications officieuses aux promoteurs afin d'éviter trois longues années de procédure.

Notre situation actuelle est fragile : les coûts des loyers et de l'immobilier augmentent sur l'ensemble de notre Métropole. Nous n'arrivons pas à loger nos habitants et à permettre aux plus jeunes de rester dans leur village d'origine, malgré tous les efforts louables effectués par nos élus engagés sur le logement social et abordable.

Par ailleurs, nous ne disposons pas d'une offre de terrains d'activités. À ce sujet, l'offre de bureaux se tarira très rapidement. Ainsi, aux 8 000 habitants supplémentaires et aux vocations d'installation d'entreprises à Montpellier, nous ne sommes pas en capacité de fournir les terrains. Ceux-ci se détournent alors pour les Communes voisines, telles que celles de l'Étang de l'Or. Or, le développement des infrastructures, de l'économie et du domaine high tech via l'excellent travail de Chantal MARION, génèrent des demandes d'installation sur notre territoire. Nous manquons donc des bénéfices, dédiés aux ressources d'emploi et aux recettes fiscales.

De fait, il est urgent de voter le PLUi avant l'année 2020. À cette date, il sera demandé aux nouvelles équipes élues de voter, en cinq mois, un PLUi préparé par leurs opposants. C'est une situation impossible.

Par exemple, Jean-Noël FOURCADE et moi-même, tous deux candidats aux municipales de Lattes, portons une campagne différente sur la politique d'urbanisme. Si je perds les élections, tous les partis pris seront alors remis en cause. Il faut également compter six années supplémentaires passées aux nouvelles négociations, aux relances des études et des avis des organismes extérieurs, et à un possible recours. Pendant cette période, nous bloquerons le développement de Montpellier, nous condamnerons nos concitoyens aux augmentations de loyer, à l'impossibilité d'acheter, et la Ville ne pourra pas développer le logement social.

Selon moi, il s'agit du chantier le plus important de ce mandat. Nous devons tous être mobilisés, dans un esprit non partisan et non polémique. Les services compétents de nos communes doivent être mis à disposition d'Yves NURIT et de son équipe. Il faut donner de nouveaux moyens à cette équipe pour conduire des expertises, clore et voter le PLU.

Notez bien que les nouveaux élus en 2020 pourront appliquer des modifications sur le PLU par la suite. Le PLU ouvre des possibles, il n'impose pas la réalisation. Un SCoT, comme un PLU, donne des possibilités pour protéger les espaces et non pas seulement des axes pour développer l'urbanisation. Les PLU actuels ne protègent pas nos terres pour l'agriculture, pour les espaces naturels et leur biotope, lesquels sont dangereusement menacés par les promoteurs.

Si nous votons avant l'année 2020, les engagements intercommunaux et les orientations sur les différentes zones seront d'ores et déjà arrêtés. J'en appelle à la raison de tous. Je m'y engage, ainsi que les maires du groupe de Coopération Métropolitaine, à poursuivre le travail mené en ce sens avec nos équipes compétentes. Le budget général doit également leur donner les moyens.

Je vous remercie de m'avoir laissé mener ce plaidoyer mais je suis intimement convaincu que l'erreur de ne pas voter le PLU avant 2020, freinera le développement du territoire montpelliérain commencé en 1977.

Jean-Noël FOURCADE

Monsieur le Maire de Lattes se trompe sur un point. Il n'existe pas seulement des recours politiques et des recours pécuniaires mais aussi des recours instruits par des personnes passionnées. En effet, certains sont soucieux de l'environnement de leur commune, comme le quartier des Hauts de Lattes. Ils ne souhaitent pas que le corridor vert de la Lironde soit outrageusement coupé par des projets immobiliers.

Je suis toujours favorable à la ZAC Ode Acte 2 pour réinvestir les zones commerciales dans les quartiers de Fenouillet, Soriech et Solis. Au contraire, l'espace des Hauts de Lattes implique une dynamique différente. C'est pourquoi aujourd'hui, je m'oppose à ce projet.

Monsieur le Président

Je ne voudrais pas que le Conseil de Métropole se transforme en Conseil municipal de Lattes. Au Maire de terminer.

Cyril MEUNIER

Jean-Noël FOURCADE a raison de rappeler que tous les recours ne sont pas politiques ou pécuniaires. Toutefois, certains maires ont fait preuve de bêtise en payant des promoteurs pour éviter des recours dont les procédures administratives sont trop longues. Pour rappel, le recours du PLUi sur le quartier des Hauts de Lattes, déposé il y a un an, ne sera audienté qu'au deuxième semestre de cette année. Quelle qu'en soit l'issue, le développement du territoire sera impacté par cette attente.

Par ailleurs, Monsieur FOURCADE, cet espace ne se situe pas dans le corridor de la Lironde.

A quelle date les maires se réuniront-ils à nouveau pour prendre une décision sur le PLUi ?

Monsieur le Président

Nous l'avons évoqué lundi dernier.

Cyril MEUNIER

Ce jour-là, nous avons validé le PADD (Plan d'Aménagement et de Développement Durable). Or, les discussions liées au PLUi ont dû être écourtées pour l'hommage rendu, et justifié, au lieutenant-colonel BELTRAME. La date de la prochaine réunion et du vote du PLUi n'a donc pas été définie.

Monsieur le Président

Je ne m'oppose pas à l'accélération du processus pour voter le PLUi.

Tout d'abord, notez que les PLU actuellement en vigueur ne bloquent pas la construction des logements, au vu des records de production des logements ces trois dernières années. De plus, lorsque les maires proposent des projets nécessitant l'évolution des PLU, la Métropole met systématiquement en œuvre des procédures de modifications. Ce soir, cinq modifications et mises en compatibilité sont votées pour ces projets.

Concernant le développement économique, la base du SCoT 1 définit les zones permettant de répondre aux besoins, dans l'attente du PLUi. D'ores et déjà, les études pour la zone du SCoT 2 sont engagées.

Le processus est d'ores et déjà engagé activement, en témoignent les réunions bilatérales organisées avec chacun des maires et les ateliers de travail établis par secteur. Les maires n'ont pas contesté ce processus à la précédente conférence des maires.

Pour autant, un PLUi s'élabore en association avec de nombreux intervenants, entre autres : l'État, la Région, le Conseil départemental de l'Hérault, les trois chambres consulaires, l'Agence de l'eau, les commissions locales de l'eau, la CDPENAF.

Dans ce contexte particulièrement contraint et encadré, quand bien même nous le voudrions, nous ne pouvons pas brûler les étapes de la construction de ce document.

En outre, j'ai accepté de renforcer les moyens des services. Cependant, il existe un plafond budgétaire, à partir duquel la démultiplication des moyens ne permet pas d'avancer plus rapidement dans ce contexte. Compte tenu de l'avancement des études, on devrait pouvoir achever, dans le mandat, la concertation sur le projet du PLUi et l'arrêt du projet PLUi, voire de l'enquête publique, en début d'année 2020.

Je rappelle qu'il faut d'abord terminer le SCoT et le voter en mars 2019.

Quant au projet de PLUi, je vous rappelle les dates proposées lundi :

- De mars à avril 2019 : adaptation du projet du PLUi après concertations.
- De mai à juin 2019 : recueil de l'avis des maires.
- Juillet 2019 : délibération de la Métropole sur le bilan de la concertation et l'arrêt du projet modifié.
- Août à octobre 2019 : les avis des 31 Conseils municipaux doivent tous être favorables pour poursuivre le processus.
- Au plus tôt en décembre 2019 : l'enquête publique et son rapport doivent être émis.

De fait, concernant la modification du PLUi, la date serait prise entre le mois de février et de mars 2020. De

fait, l'approbation du PLUi sera soumise à la délibération du Conseil de Métropole après les municipales. Notez toutefois que l'enquête publique aura lieu avant.

Je mets aux voix l'affaire n°13. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 88 voix*

AFFAIRE N° 14 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE FABRÈGUES - RÉVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (POS) - ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - MODERNISATION DU CONTENU DU PLU - EXERCICE DU DROIT D'OPTION

Monsieur Sauveur TORTORICI arrive en séance et annule le pouvoir donné à Monsieur Robert COTTE.

Monsieur le Président

Je rappelle que la Ville de Fabrègues dispose d'un POS et non d'un PLU. Nous élaborons un PLU, sinon la Commune retombe en Règlement National d'Urbanisme (RNU). C'est la base des règles d'urbanisme quand il n'y a pas de document d'urbanisme.

Michèle CASSAR

Je voterai bien évidemment la délibération. Vous avez évoqué le passage au PLU pour éviter le RNU à la Commune de Fabrègues, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'une procédure de révision générale. Et la Commune de Pignan est également concernée par une révision générale. Je souhaite une réponse claire, Monsieur le Président, vous êtes informé, depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, que le PLU de Pignan fait l'objet d'une révision générale en 2011. En 2015, quand la compétence urbanisme a été transférée à la Métropole, celle-ci a repris la procédure de révision générale.

Je ne mets pas en cause le travail et la compétence des services, avec lesquels nous travaillons de manière très satisfaisante. Ceux-ci nous ont fait parvenir un calendrier indiquant le vote de la révision générale du PLU de Pignan en 2018. Dans un second calendrier, ce vote était établi en 2019, à quelques mois du PLUi devant être adopté à la fin de l'année 2019. De fait, les services ont conseillé d'opter directement pour le PLUi de la Métropole, sans procéder à la révision générale, à quelques mois près, cela aurait été acceptable. Or, ce PLUi n'est pas encore voté.

J'entends bien vos propos sur l'égalité entre les Communes de la Métropole, c'est ce que je souhaite, mais depuis trois ans la révision générale du PLU de Pignan est écartée des décisions. Je demande donc à ce qu'elle soit reprise, afin de pouvoir voter ce PLU d'ici l'année 2019. Je rédigerai un courrier dans ce sens.

Monsieur le Président

C'est entendu. J'ai en mémoire l'implantation urbanistique réussie de la coopérative oléicole.

Michèle CASSAR

Ce n'est pas encore terminé mais le dossier avance. Je remercie bien sûr les services de la Métropole. Cependant, je n'accepte pas la différence effectuée entre deux Communes et c'est pourquoi je vous demande de donner les instructions afin de faire adopter le PLU de Pignan.

Monsieur le Président

J'entends bien, mais je remercie le Président de la Métropole de s'être occupé personnellement de votre cas pour la coopérative oléicole.

Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 88 voix*

AFFAIRE N°15 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - ZAC EXTENSION EUREKA - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'UN EMPRUNT DE 6 M€ À LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : Monsieur Pascal Krzyzanski, Monsieur Max Lévida, Monsieur Sauveur Tortorici.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Audrey LLEDO

AFFAIRE N° 16 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - SECTEUR ROQUEFRAISSE - CONVENTION OPÉRATIONNELLE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF) D'OCCITANIE

Monsieur le Président

Qui demande des explications particulières, sachant que Madame MARION et Madame JANNIN ne prennent pas part au vote.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : Madame Chantal Marion, Madame Stéphanie Jannin.

Pour : 85 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N°17 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - ZAC CANTAUSSEL - SAINT-BRÈS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT DE LA RÉGION DE MONTPELLIER (SERM) - CONCESSIONNAIRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Concernant la ZAC Cantausse, Messieurs KRZYZANSKI, LEVITA, TORTORICI et Madame JANNIN ne prennent pas part au vote. Qui demande des explications ?

Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : Monsieur Pascal Krzyzanski, Monsieur Max Lévida, Monsieur Sauveur Tortorici, Madame Stéphanie Jannin.

Pour : 83 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N°18 : AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION - GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE - CONVENTIONS ET ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – AUTORISATION

Mesdames Audrey LLEDO, Isabelle GIANIEL, Patricia MIRALLES, Messieurs Pierre DUDIEUZERE et Eric PETIT sortent de séance.

Madame Lorraine ACQUIER sort de séance et laisse un pouvoir à Mme Chantal LEVY-RAMEAU.

Monsieur Jacques DOMERGUE sort de séance et laisse un pouvoir à Monsieur Gérard LANNELONGUE.

Monsieur le Président

La parole est à Madame Mylène FOURCADE qui nous représentera, à Dijon, lors du colloque de France Urbaine, la semaine prochaine.

Mylène FOURCADE

Bonsoir monsieur le Président, chers collègues. Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique très volontaire en matière de transition agro-écologique et alimentaire autour de cinq finalités, dont la principale est d'offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre. Il s'agit également de soutenir nos agriculteurs, l'emploi et l'industrie agro-alimentaire, de préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles. Sur ce point, le SCoT préserve deux tiers du territoire en espaces naturels et agricoles. En outre, l'objectif est de limiter les émissions de gaz à effet de serre et de s'adapter face aux changements climatiques. Ainsi, produire et consommer sur place est une façon de contribuer à l'environnement. Enfin, il s'agit de favoriser la cohésion sociale en soignant le lien avec la nature et de rapprocher les consommateurs des producteurs.

Depuis 2014, cette politique s'appuie sur un réseau de partenaires étoffé : 2 800 chercheurs de la Métropole travaillent activement à ce sujet, tout comme des associations et la Chambre d'agriculture.

Il est donc proposé d'attribuer une subvention de 5 000 euros à l'association Océbio Occitanie Entreprise. Celle-ci rassemble exploitants, entreprises, entrepreneurs qui interviennent, aux différents stades de l'agriculture biologique que sont la transformation, la distribution et la commercialisation de produits biologiques. Ils nous proposent deux axes majeurs :

- La structuration de filières biologiques afin d'approvisionner les cantines de la Métropole
- Un accompagnement de la Métropole pour la plateforme coopérative BoCal afin de rédiger sa charte et d'intégrer de nouveaux partenaires.

De plus, il est proposé d'attribuer une subvention de 2 000 euros pour l'association Terres nourricières. Existante depuis plus de 12 ans à Montpellier, elle met en lumière et permet d'étendre la portée des actions des ONG, associations, établissements scolaires et institutions pour un monde plus éthique, responsable et solidaire. Elle propose deux axes majeurs :

- Intervenir auprès des établissements scolaires avec des outils ludiques, tels que des reportages photographiques et des vidéos sur les thèmes de l'agriculture durable et l'alimentation. Jusqu'à présent, nous n'avons pas d'actions conduites en ce sens.
- Pendant la mise à l'honneur de la transition agro-écologique et alimentaire au mois de septembre, l'association propose une exposition itinérante présentant tous les acteurs travaillant sur cette thématique.

Il s'agit donc de contractualiser par une convention cadre pendant trois ans sur la période de 2018-2020 (et non pas 2017-2020) avec Let's food cities, partenaire avec le secrétariat du Pacte alimentaire de Milan et la charte Unesco Alimentations du monde. Cette action s'inscrit dans la suite du Pacte des politiques alimentaires urbaines que vous avez signé, monsieur le Président, en 2015 à Milan. Une action à l'international marquera la place de Montpellier et de la Métropole via un jumelage avec une ville étrangère signataire de ce pacte. Sur les sept villes signataires, les villes de Fès et Chengdu sont évoquées. Un film restituera les échanges tenus sur les actions menées ou les freins rencontrés par les deux villes.

À mes yeux, il est intéressant que ces associations, toutes deux intéressantes, ne proposent pas les mêmes actions.

Enfin, il est proposé la régularisation au bénéfice de l'association CPIE Apieu, dans le cadre d'une convention cadre signée pour la période 2013-2015. En effet, la subvention annoncée de 2 750 euros n'a pas été versée.

Il est donc proposé au Conseil métropolitain de bien vouloir approuver le versement pour l'exercice 2018 de quatre subventions pour un montant total s'élevant à 11 450 euros.

Monsieur le Président

Merci. Je mets aux voix.

Laurent JAOUL

Sans rapport avec cette affaire, nous venons de constater, Isabelle GUIRAUD et moi-même, pouvoir être pris

**DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE
ASSOCIATION LE PASSE MURAILLE - CHANTIER D'INSERTION BERGES DU FLEUVE LE
EZ - SUBVENTION - CONVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur Eric PENSO sort de séance.
Madame Marie-Hélène SANTARELLI sort de séance (le pouvoir de Mme Sonia KERANGUEVEN donné à
Mme Marie-Hélène SANTARELLI s'annule).
Monsieur Pierre DUDIEUZERE et Madame Stéphanie JANNIN entrent en séance.

Annie YAGUE
Il s'agit de la reconduction d'une subvention accordée, depuis 2014, à un chantier d'insertion « *Les berges du
fleuve le Lez* » porté par l'association Le Passe Muraille. Celle-ci est subventionnée en partenariat avec l'État
et bénéficie du Fonds européen à hauteur d'un peu plus de 60 000 euros.

Dans le cadre de l'insertion, le chantier a pour objet l'entretien du fleuve le Lez, de son affluent, la Mosson,
et des ruisseaux adjacents. Il s'inscrit, en concomitance de travaux spécialisés commandités par les communes
et par Montpellier Méditerranée Métropole.

De fait, nous vous proposons de reconduire ce chantier cette année pour une durée de 9 mois, au contraire des
années précédentes dans lesquelles celui-ci durait une année entière.

Gilbert PASTOR
Je voudrais apporter mon témoignage très positif sur l'association Le Passe Muraille, qui a travaillé pour la
rénovation de l'ancien à Castries. Leurs compétences sont très élargies et leur encadrement très sérieux.
N'hésitez pas à les contacter pour vos futurs chantiers d'insertion.

Monsieur le Président
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 86 voix

Monsieur le Président
Avant d'aborder l'affaire suivante, j'annonce à Monsieur TRAVIER que le journal *Montpellier Notre Ville*,
du mois de février, publiait le portrait de Madame ARGELLIES, factrice de clavecins. Elle fera l'objet d'un
prochain dossier, au mois de mai, sur les métiers d'art. Ce à quoi, il faudra rajouter sa future médaille de
citoyenne d'honneur.

**AFFAIRE N°35 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES
DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE
- PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - PACTE TERRITORIAL D'INSERTION - APPROBATION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président
Qui souhaite des explications de la part d'Annie YAGUE ?
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 86 voix

**AFFAIRE N°36 : RESSOURCES HUMAINES - VÉHICULES DE FONCTION 2018 -
DÉSIGNATION DES BÉNÉFICIAIRES - APPROBATION**

Monsieur le Président
Qui souhaite des explications de la part de Régine ILLAIRE ?
Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération

Pour : 85 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N°37 : RESSOURCES HUMAINES - HAR
(PDM) DE LA VILLE ET DE LA MÉTROPOLÉ – APPR

Monsieur René REVOL et Madame Michèle DRAY-FITOUSSI
Monsieur Eric PENSO entre en séance.

Régine ILLAIRE

Il s'agit de créer un plan de mobilité (PDM) avec des règles communes à la Ville et à la Métropole. La démarche de convergence entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est l'occasion, dans un souci d'exemplarité des deux entités, de mettre en place un PDM harmonisé dont les objectifs sont les suivants :

- Proposer à chaque agent des solutions de déplacement en les incitant à penser différemment ;
- Assurer une équité sociale ;
- Promouvoir les déplacements doux et de faciliter le processus de mutualisation.

Ce dispositif harmonisé offre six solutions de déplacement aux agents. Les modalités pratiques et tarifaires seront applicables au 1^{er} juin 2018.

Les solutions proposées sont les suivantes : le déplacement en transport en commun, en vélo classique, en vélo pliable et, afin de développer l'intermodalité, à vélo à assistance électrique. La cinquième solution porte sur l'expérimentation des indemnités kilométriques relatives au déplacement en vélo. Enfin, il est proposé une solution de stationnement dans les établissements à proximité des agents utilisant les déplacements en voiture.

Il est donc demandé d'approuver ce PDM et les pratiques tarifaires proposées.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
N'ont pas pris part au vote : Monsieur Djamel Boumaaz, Madame Véronique Perez.

Pour : 83 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Alex LARUE.

AFFAIRE N°38 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur Gilbert PASTOR sort de séance (le pouvoir de M. Yvon PELLET donné à M. Gilbert PASTOR s'annule).

Madame Michèle DRAY-FITOUSSI entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Régine ILLAIRE ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 83 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N°39 : RESSOURCES HUMAINES - CONVENTIONS DE MISE À DISPOSITION DE

DEPENDANTES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA MÉTROPOLE CONCERNANT LES SYSTÈMES

entre en séance.

Président
des explications à Régine ILLAIRE ? Madame TOUZARD.

Mme TOUZARD
Monsieur le Président, comme pour toutes les affaires liées à la mutualisation et à la convergence entre la Ville de Montpellier et la Métropole, le groupe de Coopération Métropolitaine s'abstiendra dans l'attente de la tenue de la Mission d'Information et d'Evaluation.

Monsieur le Président
Cela est logique.
Qui est contre ? Qui s'abstient ? 19 abstentions. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Abstentions : 19 voix

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Roger CAIZERGUES ayant donné procuration à Mme Isabelle TOUZARD, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE ayant donné procuration à Mme Marie-Christine PANOS, Mme Carole DONADA ayant donné procuration à M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre GRAND ayant donné procuration à Mme Catherine DARDE, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR ayant donné procuration à M. Pierre BONNAL, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA ayant donné procuration à Mme Michelle CASSAR.

AFFAIRE N°40 : RESSOURCES HUMAINES - RECOURS À DES VACATIONS - CRÉATION DE NOUVELLES VACATIONS POUR LES MÉDECINS DE PRÉVENTION - APPROBATION

Monsieur le Président
Qui demande des explications à Régine ILLAIRE ?
Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 85 voix

AFFAIRE N°41 : CULTURE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION GRAIN D'IMAGE ET LA VILLE DE MONTPELLIER RELATIVE À L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION "LES BOUTOGRAPHIES - RENCONTRES PHOTOGRAPHIQUES DE MONTPELLIER" - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président
Qui demande des explications au rapporteur Bernard TRAVIER ?
Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
N'a pas pris part au vote : Madame Sonia Kerangueven.

Pour : 84 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N°42 : CULTURE - DIRECTION DES MÉDIATHÈQUES ET DU LIVRE - ADHÉSION À L'ASSOCIATION OCCITANIE LIVRE & LECTURE - APPROBATION

Monsieur le Président

Madame CHAZE est-elle toujours la présidente de l'association ?

Bernard TRAVIER

Lors du changement de l'association « Languedoc-Roussillon Livre » en « Occitanie Livre & lecture », Serge REGOURD, Président de la commission Culture de la Région a été élu. Madame CHAZE est Vice-Présidente.

Monsieur le Président

Qui demande des explications au rapporteur Bernard TRAVIER ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 85 voix

AFFAIRE N°43 : CULTURE - DIRECTION DES MÉDIATHÈQUES ET DU LIVRE - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DÉPLACEMENTS DANS LE CADRE D'UNE RENCONTRE AVEC UN AUTEUR JEUNESSE ORGANISÉE PAR LE RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des explications au rapporteur Bernard TRAVIER ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 85 voix

AFFAIRE N°44 : CULTURE - MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MUSÉE DU LOUVRE ET LE MUSÉE DENYS PUECH DE RODEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Madame Marie-Hélène SANTARELLI entre en séance.

Monsieur le Président

Voici un sujet très important. Monsieur TRAVIER.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, mes chers collègues. L'exposition « *L'art et la matière* » du musée Fabre s'exporte au Musée Denys Puech de Rodez. Le Musée du Louvre a prêté une nouvelle fois les moulages. L'inauguration aura lieu le 6 avril 2018. À cet endroit, j'évoque le très bel objet que représente le carton d'invitation, lequel offre des caractères en braille donnant de précieuses informations à toutes les personnes, quel que soit leur handicap.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'a pas pris part au vote : Madame Sonia Kerangueven.

Bernard TRAVIER

Je souhaite informer le Conseil que la direction nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) a décidé que son Copil national, consacré à la culture, se tiendrait à la Montpellier Méditerranée Métropole afin de la remercier de sa collaboration et de la qualité du travail du service régional de la PJJ. Le Copil aura lieu dans la salle Marianne au mois d'avril.

Cette reconnaissance pour la Ville est à porter au titre de son travail en direction des publics empêchés.

Monsieur le Président

Merci car j'ai su que cela est grâce à vous, Monsieur TRAVIER. Vous avez, le premier, installé un pont entre la PJJ et les publics empêchés.

Par ailleurs, je remercie l'ensemble des services des Médiathèques.

Bernard TRAVIER

Le travail d'évaluation a pu s'achever grâce aux équipes de Benoît ZENOU. Très prochainement, nous pourrions vous transmettre le résultat de nos travaux ainsi que nos propositions.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 86 voix*

AFFAIRE N°45 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - RÉSEAU DES PISCINES - PISCINE CARON DE CASTELNAU-LE-LEZ - PROPOSITION D'ÉLARGISSEMENT DES HORAIRES D'OUVERTURE AU PUBLIC – APPROBATION

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL sort de séance.
Monsieur Gilbert PASTOR entre en séance.

Monsieur le Président

Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, nous propose d'élargir les créneaux des piscines afin que les citoyens puissent davantage en profiter, notamment la piscine Christine Caron de Castelnau-le-Lez.

Jean-Luc MEISSONNIER

Cette modification devrait faire plaisir à notre sénateur, Jean-Pierre GRAND. La piscine Caron ouvrirait au public seulement deux jours par semaine. À partir du 5 novembre 2018, elle sera ouverte tous les jours de 11h30 à 14h30.

Monsieur le Président

Excellente initiative.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 88 voix*

AFFAIRE N°46 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - RÉSEAU DES PISCINES - CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE - ANIMATIONS ESTIVALES - DISPOSITIF ÉTÉ MOSSON 2018 - TARIFICATION – APPROBATION

Jean-Luc MEISSONNIER

Les animations proposées au jeune public, durant la période estivale, proposent une entrée à 1 euro à la piscine Neptune pour la tranche d'âge 8-14 ans, de 15h00 à 17h30, du 9 juillet au 24 août 2018. Ce dispositif fonctionne très bien, au vu des 150 000 personnes et 166 associations sportives qui utilisent ce centre nautique.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 88 voix*

AFFAIRE N°47 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - RÉSEAU DES PISCINES - PISCINE LES NÉRÉIDES DE LATTES - OPÉRATION "LA NUIT DU SPORT" - GRATUITÉ D'ACCÈS – APPROBATION

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL entre en séance.

Jean-Luc MEISSONNIER

La Commune de Lattes fait la promotion des bienfaits de l'activité physique, notamment au travers de l'opération « *La nuit du sport* ». Il s'agit d'accéder gratuitement à cet équipement métropolitain le vendredi 13 avril, de 17h00 à 22h00.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Je me félicite de l'accord, régulièrement trouvé, entre la Métropole et la Ville de Lattes. Je suppose qu'il en est ainsi pour les villes disposant d'équipements métropolitains. « *La nuit du sport* » permet d'offrir à tous la possibilité de pratiquer un sport très tard dans la soirée. Il est rare de pouvoir faire du sport, la nuit, dans un cadre festif. Je remercie la piscine Néréides et les services de la Métropole.

Jean-Luc MEISSONNIER

Des structures gonflables ludiques sont également installées dans la piscine.

Monsieur le Président

Au lieu de vous féliciter de cette décision, vous vouliez dire que vous remerciez le Conseil.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 89 voix*

AFFAIRE N°48 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - TROPHÉE TAURIN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - ORGANISATION DE LA 4ÈME ÉDITION 2018 - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTION D'ATTRIBUTION - APPROBATION

Jean-Luc MEISSONNIER

La quatrième édition du trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole a débuté la semaine dernière avec une très belle capelada à Mauguio. Il s'agit donc de l'affectation de subventions liées à des conventions d'attribution, portant notamment sur les engagements des différents organisateurs et clubs taurins afin que l'organisation des capeladas se déroule au mieux pour la satisfaction du public. Celui-ci est d'ailleurs de plus en plus nombreux à assister à ces courses.

Monsieur le Président

Je voudrais remercier Monsieur MEISSONNIER et le Maire de Mauguio. Dans l'arène de Mauguio ont été dessinés au sol les symboles de l'Agglomération du Pays de l'Or et de la Métropole. Nous avons aussi assisté à la finale du tournoi, il y a deux ans, à Saint Georges d'Orques.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, de nombreux maires, tout aussi passionnés que nous le sommes pour les traditions camarguaises, souhaitent rejoindre le trophée 3M. Demain, je rencontre le président de la Fédération française de la course camarguaise, Hadrien POIJOL, afin de sceller les ententes entre la fédération et le trophée 3M. Nous souhaitons insuffler une synergie commune. Aux différents congrès de la course camarguaise, le trophée 3M fait figure de proue pour la rénover et expérimenter des relations positives.

Monsieur le Président

Les communes y participant : Mauguio, Lansargues. Saint-Aunès en fait-elle partie ?

Jean-Luc MEISSONNIER

Saint-Aunès ne dispose pas d'arènes mais la Ville de Teyran est intéressée. De fait, les communes, périphériques au territoire métropolitain, montrent de l'intérêt pour notre trophée.

Gilbert PASTOR

Je me félicite également de cette délibération. La course se déroule toujours de manière positive à Castries.

Cependant, nous avons assisté à un accident mortel lors des encierros. C'est pourquoi, nous avons commandé un film à destination des plus jeunes afin de les initier au vocabulaire de la course camarguaise mais aussi aux dangers potentiels. Si certaines communes souhaitent l'obtenir, nous le leur prêterons volontiers.

Monsieur le Président

Merci Monsieur PASTOR. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°49 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - COMMUNE DE BAILLARGUES - AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU RUISSEAU DE L'AIGUES VIVES - SITE STRATÉGIQUE PLAINES DU COLOMBIER - ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE - APPROBATION DES DOSSIERS D'ENQUÊTE

Monsieur Noël SEGURA et Madame Sabria BOUALLAGA sortent de séance.

Jean-Marc LUSSERT

Je vous propose de présenter le problème de la délibération, d'en indiquer la solution pour conclure sur la partie de la solution soumise au vote.

Tout d'abord, le problème est lié à un multi-contexte complexe, même si Monsieur le Maire de Baillargues nous a prouvé savoir faire face à toutes les difficultés.

Le premier contexte concerne le déplacement urbain. Le train de Baillargues à Montpellier effectue un trajet de huit minutes. Il est alors question d'opérer un pôle d'échanges multimodal, concernant 50 000 habitants aujourd'hui et 75 000 dans vingt ans. De fait, un parking Sud, des quais destinés aux bus ainsi que la suppression du passage à niveau n°33 sont en cours de réalisation.

Le second contexte est lié à l'aménagement du territoire et concerne le parc multiglisse Gérard-Bruyère. Là, seront créés deux bassins, l'un pour les activités de pêche, l'autre pour les activités de glisse avec un téléski nautique. Ainsi, la Métropole se targuera d'une offre sportive rare puisqu'il n'existe pas de structures équivalentes dans l'Hérault. Des sportifs de haut niveau s'y rendront certainement, tout comme les clubs et associations pour le grand public.

Le troisième contexte est l'amélioration de l'axe hydraulique du bassin versant l'Aigues-Vives, lequel déborde régulièrement. Le cahier des charges implique la protection contre les crues exceptionnelles supérieures à 1,8 fois la crue centennale. En outre, il s'agit de protéger la départementale 26 reliant Baillargues à Mauguio, en passant par des habitations comme le lotissement de Massanne.

Le quatrième contexte paysager et environnemental doit être amélioré. En effet, il serait utile d'obtenir un traitement paysager et écologique afin d'améliorer l'environnement actuel. Le cours d'eau l'Aigues-Vives présente plutôt un fossé et devrait être restauré afin de lui rendre ses fonctions écologiques, comme le retour des oiseaux, des reptiles et des amphibiens, ainsi que le retour d'une certaine végétation. Enfin, il faudrait permettre un « pouvoir épuratoire », c'est-à-dire, piéger de l'azote, pour éviter qu'il se rende dans l'Etang de l'Or, créant des problèmes liés à la multiplication des algues.

Nous proposons donc la solution élaborée au sein d'un schéma directeur hydraulique intégrant tous les contextes précités. De fait, une allée alluviale sera construite sur 1,300 kilomètre et présentera une largeur de 100 mètres et une profondeur d'un mètre. Complétée par plusieurs bassins d'écrêtements, cette allée totalise 60 000 mètres cube, ralentisseurs de crues.

Ces bassins réalisés par de nombreux acteurs : la SNCF réseau pour la suppression du passage à niveau, le Conseil départemental pour l'aménagement des fossés et de la sécurisation des routes départementales et le Conseil régional pour la création du pôle d'échange multimodal.

Ce soir, nous votons l'approbation du dossier d'enquête publique unique. Celui-ci intègre une étude d'impact environnementale, une enquête parcellaire, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique. En outre,

PRÉF 34
le 14 décembre 2016

nous proposons d'abroger une délibération votée au Conseil de Métropole le 14 décembre 2016. Celle-ci proposait le même schéma hydraulique sous la compétence de l'aménagement du territoire. Or, depuis le 1^{er} janvier 2018, notre Métropole est compétente en termes de politique de GEMAPI. Sous l'égide de celle-ci, nous situons donc l'opération permettant « d'endiguer » les débordements de l'Aigues-Vives.

Par ailleurs, nous votons la demande à Monsieur le Préfet de lancer les procédures afin d'obtenir les autorisations nécessaires déclarant d'utilité publique et d'intérêt général cette opération. En outre, à l'issue de l'enquête publique, le Préfet procède aux arrêtés correspondants et autorise monsieur le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur le Maire de Baillargues.

Jean-Luc MEISSONNIER

Je voudrais vous informer d'un événement exceptionnel qui aura lieu ce week-end au sujet de la suppression du passage à niveau. L'ouvrage dénivelé dit « pont-rail » qui remplacera le passage à niveau sera placé sous la voie ferrée. Cette pose attire des ingénieurs parisiens. C'est un fait unique.

Monsieur le Président

Avant de mettre aux voix, je voudrais remercier les Maires qui ont joué le jeu avec la chambre d'agriculture afin de nous permettre de réaliser un SCoT qu'elle a approuvé. Les maires sont les suivants : le Maire de Vendargues, Pierre DUDIEUZERE, le Maire de Baillargues, Jean-Luc MEISSONNIER, le Maire de Castelnau-le-Lez, Frédéric LAFFORGUE, le Maire de Cournonsec, Régine ILLAIRE, le Maire du Crès, Pierre BONNAL, et votre serviteur.

Nous avons tous consenti à libérer de l'espace pour favoriser l'agriculture, cela correspond environ à 200 hectares.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N°50 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - PROTECTION DES CAPTAGES DU FLÈS À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - MISE EN PLACE DE SUIVIS DE LA QUALITÉ DE L'EAU SUR L'AIRE D'ALIMENTATION - DEMANDE DE D'AIDES FINANCIÈRES- APPROBATION

Madame Rosy BUONO sort de séance.
Monsieur Noël SEGURA entre en séance.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Cette délibération fait suite à une réunion tenue à Fabrègues avec les douze Maires du secteur concernés.

Nous constatons que les ouvrages du captage du Flès sont classés prioritaires pour leur protection. Trois suivis sont donc établis :

- Le suivi du réseau hydrographique et superficiel s'élève à 19 000 euros.
- Le suivi visant à améliorer la connaissance de l'impact de l'entretien des principaux espaces de sports et loisirs sur la qualité de l'eau s'élève à 25 000 euros.
- Le suivi de la qualité de l'eau à l'exutoire des réseaux d'eaux pluviales de quelques zones d'activités s'élève à 13 000 euros.

Nous demandons donc une subvention à l'Agence de l'eau à hauteur de 80 %.

Monsieur le Président

Hier, Madame GALABRUN-BOULBES et moi-même avons conduit la troisième réunion de concertation sur la modernisation de MAERA au travers deux tables rondes. Le tissu associatif, les citoyens et les partenaires étaient présents. La première s'était tenue à Lattes, la deuxième avec les prudhommes des pêcheurs, à la Métropole. L'État était présent à la troisième réunion car il a été sollicité par le tissu associatif.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N°51 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - PROTECTION DES CAPTAGES DU FLÈS À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE : LANCEMENT DE PLANS D'AMÉLIORATION DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES (PAPPH) EN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LES COMMUNES VOLONTAIRES - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES – APPROBATION

Madame Rosy BUONO entre en séance.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Métropole et Communes travailleront en commun pour les plans d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles (PAPPH). La demande de subvention s'élève à 80 % du montant de 135 000 euros demandés.

Isabelle TOUZARD

Je remercie Jackie GALABRUN-BOULBES pour cette initiative que je salue. Nous nous y associons.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Merci. Nous avons déjà procédé au PAPPH de quatre Communes Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, Montaud et Saint-Drézéry. Ce travail en commun a été bénéfique pour les personnels des mairies et de la Métropole. Je suis contente de réitérer ce travail.

Monsieur le Président

Merci Madame TOUZARD.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N°52 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC - CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DU TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS PAR MÉTHANISATION CONCLU AVEC LA SOCIÉTÉ AMETYST - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Madame Sabria BOUALLAGA entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Madame BARTHAS-ORSAL ? Monsieur COUR.

Madame JANNIN ne prend pas part au vote.

Christophe COUR

D'une part, nous économisons 9 millions d'euros et d'autre part, il est dit de tenir compte de l'accroissement du risque du délégataire. Ce dernier a reçu 608 000 euros de subvention par l'Agence de l'eau mais se trouve dans l'incapacité temporaire à réaliser son compte d'exploitation. Peut-on obtenir des explications plus claires ?

Valérie BARTHAS-ORSAL

Je dirai à Monsieur COUR qu'au lieu de se promener au 6^e étage et de me gêner dans mon travail, il devrait être présent aux commissions. Cette affaire est positive car Ametyst, Délégation de service public de type affermage, embauche du personnel.

Elle encaisse également les recettes sous deux formes : les redevances versées par la Métropole pour les prestations effectuées et la vente de l'électricité à EDF, produite par le biogaz. Depuis le 1^{er} janvier 2016, EDF a augmenté le prix de rachat, de 125 euros HT le mégawattheure à 175 euros HT le mégawattheure.

Pendant deux ans, Ametyst a encaissé cette recette à hauteur d'un million d'euros par an. En 2014, la société chiffrait le traitement d'une tonne d'ordures ménagères à 82 euros HT la tonne et en 2018, à 78 euros HT. De même, en 2014, la société chiffrait le traitement d'une tonne de bio-déchets à 82 euros HT la tonne et, en 2018, à 28 euros HT.

De fait, le manque à gagner représentait, pour la Métropole, 2 millions d'euros que nous allons pouvoir récupérer.

Christophe COUR

Peut-on expliquer à Madame la Vice-Présidente déléguée à la prévention et valorisation des déchets qu'il est possible qu'un élu puisse effectuer des déplacements l'empêchant d'être présent en commission ? À ce sujet, combien d'élus étaient présents à la commission ? Le projet de l'avenant n°1 indique un avis favorable de la commission. Lorsque je suis présent, nous ne sommes que trois.

J'insiste pour avoir des explications à ma question, qui n'a pas reçu de réponse.

Monsieur le Président

Madame BARTHAS-ORSAL a répondu. Monsieur COUR, le sobriquet de « promeneur du 6^e étage » risque de vous rester.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'a pas pris part au vote : Madame Stéphanie Jannin.

Pour : 87 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N°53 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - ADHÉSION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE À L'INSTITUT DES ROUTES, DES RUES ET DES INFRASTRUCTURES POUR LA MOBILITÉ (IDRRIM) – APPROBATION

Monsieur le Président

Il s'agit d'une cotisation de 700 euros que vous propose le rapporteur Pierre DUDIEUZERE.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°54 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - PROGRAMMATION 2018 - HÉRAULT ÉNERGIES - TRAVAUX DE MISE EN DISCRÉTION DES RÉSEAUX AÉRIENS SUR LA COMMUNE DE BEAULIEU - TRAVAUX DE RENFORCEMENT ET DE SÉCURISATION DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ SUR LA COMMUNE RESTINCLIÈRES - MODIFICATION DE LA CONVENTION POUR LES TRAVAUX SUR LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - APPROBATION - DEMANDE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Pierre DUDIEUZERE

Ces subventions sont destinées au réseau aérien, avec Hérault Énergies, des Communes de Beaulieu, Restinclières et Saint Jean de Védas.

Je vous remercie de votre approbation.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : Monsieur Jean-Marc Alauzet, Madame Titina Dasylyva, Madame Isabelle Guiraud, Madame Régine Illaire, Monsieur Laurent Jaoul, Madame Stéphanie Jannin, Monsieur Pascal Krzyzanski, Madame Eliane Lloret, Monsieur Jean-Marc Lussert, Monsieur Jean-Luc Meissonnier, Madame Patricia Miralles.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N°55 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA MÉTROPOLE ET LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Monsieur Président

Le prochain Conseil aura lieu le 26 avril, à 18h00.

Chers collègues, merci beaucoup.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.